

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

DRLP-BREEC-86-2016

**ACTE D'ENGAGEMENT LOT 2  
(AE)*****Pouvoir adjudicateur***Etat – Préfecture de la Vienne, place Aristide Briand, CS30 589, 86021  
POITIERS CEDEX***Objet du marché*****Lot 2: Réception, colisage et livraison des bulletins de vote aux mairies du département de la Vienne, à l'occasion des élections politiques de 2017 à 2020*****Lot 2***N° :  : 

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

APPEL D'OFFRE OUVERT passé en application des articles 4 et 42 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics; sous la forme d'un accord cadre à bons de commande simple et des articles 25, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016

**L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de juin 2016.*****Date du marché***

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

***Imputation***

Programme 232 – Action 02

**ACTE D'ENGAGEMENT  
(AE)**

***Personne Responsable du Marché  
représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)***

Madame le Préfète de la Vienne

***Personne habilitée à donner les renseignements***

Madame la Directrice Départementale -des Finances Publiques

***Ordonnateur secondaire***

Madame le Préfète de la Vienne

***Comptable public assignataire***

Madame la Directrice Départementale -des Finances Publiques  
11 rue Riffault - 86020 Poitiers cedex

## ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

**Je soussigné,**

Nom et prénom :	<input type="text"/>		
<input type="checkbox"/> <b>Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :</b>	<input type="text"/>		
Domicilié à :	<input type="text"/>		
Tel. :	<input type="text"/>	Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		
<input type="checkbox"/> <b>Agissant pour le nom et le compte de la Société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)	<input type="text"/>		
Au capital de :	<input type="text"/>		
Ayant son siège à :	<input type="text"/>		
Tel. :	<input type="text"/>	Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>		

**Nous soussignés,**

Cotraitant 1			
Nom et prénom :	<input type="text"/>		
<input type="checkbox"/> <b>Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :</b>	<input type="text"/>		
Domicilié à :	<input type="text"/>		
Tel. :	<input type="text"/>	Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		
<input type="checkbox"/> <b>Agissant pour le nom et le compte de la Société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)	<input type="text"/>		
Au capital de :	<input type="text"/>		
Ayant son siège à :	<input type="text"/>		
Tel. :	<input type="text"/>	Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>		
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>		

## Cotraitant 2

Nom et prénom :

**Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

**Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers **ou**  au registre du commerce et des sociétés :

## Cotraitant 3

Nom et prénom :

**Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

**Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers **ou**  au registre du commerce et des sociétés :

**Cotraitant** \_\_

Nom et prénom :

**Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de** :

Domicilié à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

**Agissant pour le nom et le compte de la Société** : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers **ou**  au registre du commerce et des sociétés :

**Cotraitant** \_\_

Nom et prénom :

**Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de** :

Domicilié à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

**Agissant pour le nom et le compte de la Société** : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. :  Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers **ou**  au registre du commerce et des sociétés :

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières (CCP) N° DRLP-BREEC-86-2016, de ses annexes et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles 48 à 50 du décret 2016-360 du 25 mars 2016

**m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 48 à 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCP.

**nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés à aux articles 48 à 51 du décret 2016\_360 du 25 mars 2016 et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCP.

## **ARTICLE 2. PRIX**

### **Montant sous-traité**

Les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance seront effectuées à l'occasion de chaque commande.

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai/nous pourrons** présenter en nantissement ou céder sera limité au montant maximal de chaque bon de commande diminué, éventuellement, de la part sous-traitée.

## **ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS DE REALISATION**

### **3-1. Durée de validité du marché**

Le marché débutera à compter de la notification du marché. Pour une durée de 48 mois pour tout scrutin à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

### **3-2. Durée et délai de réalisation des bons de commande**

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande.

Les délais de réalisation du marché sont fixés à l'article XII.2 du CCP.

## **ARTICLE 4. PAIEMENTS**

Les modalités de règlement sont spécifiées à l'article XI du CCP.

**Prestataire unique**

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme																			
bancaire :																			
à :																			
au nom de :																			
sous le													clé RIB :						
numéro :																			
code banque :													code guichet :						



### Visas

à :  
le :

Avis de l'autorité chargée du contrôle  
financier déconcentré

Avis :

à :  
le :

### Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur

à : le :

### Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

Le prestataire / mandataire du groupement :

Reçu le l'avis de réception postal de la notification du marché  
signé par

le prestataire / mandataire du groupement destinataire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

à : le :

(date d'apposition de la signature ci-après)



Compte à créditer (joindre un RIB ou RIP) :

– ouvert à l'organisme  
bancaire :

– à :

– au nom de :

sous le n° :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Clé RIB :

--	--	--

code banque :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

code guichet :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

### Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

--

Date d'établissement des  
prix :

--

Modalités de variation des prix :

--

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

--

### Pièces à remettre systématiquement

## Pièces à remettre systématiquement

Le sous traitant déclare sur l'honneur

### **a) Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

### **b) Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

**c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

**d) Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**e) Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

**f) Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

### **g) Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

### **h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

- que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à 5, L.5212-9 à 11 et L.5214-1 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- i) Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

### **Pièce à remettre en cas de déclaration spéciale en cours de marché**

- Le titulaire rend à la PRM l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances. La PRM mentionnera le montant maximal de la créance qu'il pourra nantir ou céder.
- L'exemplaire unique est remis à l'établissement de crédit et ne peut être restitué. Le titulaire produit une attestation de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition.

**ATTENTION** : L'une des deux pièces doit être obligatoirement fournie avec la présente déclaration.

### **Autres renseignements**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 :

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques

Comptable assignataire des paiements :

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques

Le titulaire

A \_\_\_\_\_  
Le \_\_\_\_\_

Le mandataire du groupement

A \_\_\_\_\_  
Le \_\_\_\_\_

### **Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement**

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

La personne responsable du marché